

**Pour citer cet article : H. Bertheleu, "Les modes d'organisation collective des Lao à Montréal. Un contexte socio-politique structurant", *Canadian Ethnic Studies / Etudes Ethniques au Canada*, 1995, vol. XXVII, n°2, pp. 81-100.**

**Les modes d'organisation collective des Lao à Montréal :  
un contexte socio-politique structurant**

Hélène Bertheleu

Centre d'Etudes et de Recherche sur les Relations Inter-Ethniques  
et les Minorités / Groupe de Recherche Ethnicité et Société

Cet article a essentiellement deux objectifs. Le premier sera de fournir des informations d'ordre empirique sur la vie que connaissent aujourd'hui, à Montréal, les familles réfugiées lao arrivées au début des années 1980. Qui sont-ils ? Quelle vie reconstruisent-ils dans cette grande ville si diversifiée ethniquement ? Peu étudiés en Europe et en Amérique du Nord, les Lao<sup>1</sup> sont souvent confondus avec les Viêtnamiens ou noyés dans le vocable généralisant : "les Asiatiques". La démarche de recherche anthropologique que nous avons privilégiée dans nos travaux permet de donner un éclairage approfondi de cette collectivité, de l'itinéraire migratoire et du vécu des familles. Nous aurions pu choisir, comme le suggère l'ethnologie classique, de décrire d'emblée la vie quotidienne des Lao à Montréal, leur mode de vie, les formes de pensée et les valeurs qui leurs sont propres, leur accommodation à la nouvelle société, les phénomènes d'acculturation et d'adaptation auxquels, comme bien d'autres, ils n'échappent pas. Il nous a semblé plus pertinent, toutefois, d'appréhender la vie de ce groupe à travers ce qui est apparu, au fil de la démarche d'observation, comme un axe structurant tant la vie des individus que celle de la collectivité dans son entier, à savoir les diverses formes d'organisation collective qu'ils parviennent à mettre sur pied, au fil des années, au sein du contexte québécois.

Le choix de cette perspective va nous permettre d'appréhender l'incidence du contexte sociétal sur le devenir des migrants dans les sociétés dites "d'accueil". Ce que construisent et ce que deviennent les nouveaux-arrivés est, en effet, encore trop souvent décrit et expliqué en termes exclusivement culturels, presque inévitablement teintés d'essentialisme<sup>2</sup>. Notre second objectif sera donc de montrer les Lao — leur groupe, leur sociabilité, leurs réalisations collectives — dans leurs relations ou, plus précisément, dans le rapport social<sup>3</sup> qui les lie au milieu environnant, mettant en évidence l'importance des facteurs structurant tant l'insertion des familles que le mode selon lequel elles s'organisent entre elles.

Aussi commencerons-nous par brosser un tableau succinct de l'installation et des conditions matérielles (accueil, habitat, emploi) avec lesquelles les Lao doivent composer au sein de cette nouvelle société qu'est pour eux le Québec, pour ensuite envisager les réalisations de nature collective, associations subventionnées ou non par l'Etat, vie festive et sociabilité des coopératives d'habitation. A l'issue de cet article, nous serons à même de saisir l'étroite imbrication des facteurs culturels, économiques, politiques et institutionnels et leur influence tant sur la capacité organisationnelle du groupe que sur l'émergence d'un type particulier

d'organisation. De ce point de vue, la perspective ethno-sociologique choisie s'avère fructueuse, alors qu'une approche plus culturaliste n'aurait pas su saisir la complexité des phénomènes observés<sup>4</sup>.

## **A - Des conditions matérielles structurantes**

### *Flux d'arrivées*

A la suite des bouleversements survenus dans l'ex-Indochine en 1975, des milliers de réfugiés vietnamiens, cambodgiens et laotiens<sup>5</sup> furent accueillis en Europe et en Amérique du Nord. Les Lao, pour leur part, arrivent au Canada et au Québec au cours des deux années 1979 et 1980. 60 000 réfugiés d'Asie du Sud-Est entrent au Canada au cours de cette courte période dont 10 % de personnes laotiennes. Les Lao sont estimés aujourd'hui à 16 000 personnes sur le territoire canadien<sup>6</sup>. La plupart des familles lao réfugiés sont issues des couches moyennes citadines de la société laotienne tandis qu'une minorité appartenaient aux couches inférieures citadines ou au milieu rural (20 à 30 %). On rencontre parmi les premiers beaucoup d'anciens fonctionnaires (enseignants, militaires) et d'employés. Les arrivées plus récentes sont marquées, en revanche, par une baisse significative du niveau d'éducation scolaire, les réfugiés étant de plus en plus fréquemment issus de petites villes ou de villages ruraux.

### *Localisation géographique*

La distribution géographique des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Canada a considérablement évolué au fil des années. Les premières années se caractérisent par un phénomène général de dispersion des familles dans tout le pays. Reflet de l'important mouvement de parrainage privé, cette dispersion est favorablement accueillie par les organismes d'accueil para-gouvernementaux convaincus qu'on facilitera ainsi leur insertion professionnelle et sociale.

A cette première étape, toutefois, succède un mouvement inverse de concentration que les chercheurs appellent parfois la "seconde migration"<sup>7</sup>. Après une ou plusieurs années de relatif isolement, nombre de familles quittent leur premier établissement pour s'installer, généralement dans une grande métropole, à proximité de membres de leurs familles, d'amis et de connaissances, mais aussi des commerces qui leur permettront de reconstituer des habitudes

proprement culturelles, pratiques culinaires notamment. Ces migrations intérieures favorisent la polarisation géographique des réfugiés et confirment la tendance générale à l'urbanisation des immigrants. Les Lao du Québec reproduisent toutefois modérément cette tendance. Ils apparaissent, en effet, moins concentrés que les autres minorités ethniques de la province. Leur taux de concentration dans la région de Montréal était de 70 % en 1986 et de 76 % en 1991, ce qui reste bien en deçà du taux de concentration des minorités dites "visibles" telles que les Philippins (98,4 %), les Chinois (93,3 %) ou les Vietnamiens (89 %)<sup>8</sup>.

### *Des pôles de proximité résidentielle*

A Montréal, c'est dans le quartier multiethnique de Côte-des-Neiges et plus précisément le long ou à proximité de la rue Barclay, que l'on retrouve le plus important pôle de résidence lao. Une centaine de familles y sont installées depuis plusieurs années, dont un certain nombre depuis leur arrivée.

Plus de cent autres familles ont choisi de vivre au sein de coopératives de logements dispersées sur l'île de Montréal. En effet, cette possibilité pour des familles (dont le nombre varie dans chaque coopérative entre douze et trente-six) de se regrouper autour d'un projet commun d'habitation, semble avoir obtenu un réel succès auprès des Lao<sup>9</sup>. Depuis 1986, le nombre de coopératives se multiplie mais l'engouement est tel que des listes de familles se sont constituées dans l'attente de nouveaux projets ou dans l'espoir de voir se libérer un appartement dans l'un de ces sites. Environ deux cents familles seraient ainsi en attente, dont trente pour l'un d'eux, particulièrement renommé<sup>10</sup>. Cette grande coopérative, non loin du centre ville et à proximité du métro Rosemont, compte trente-six familles. Elle a été baptisée d'un nom lao "Santisouk", qui veut dire "le bonheur" et, signe de reconnaissance symbolique de la part des pouvoirs locaux, elle est située "rue du Laos". Les Lao soulignent l'intérêt de ce type de regroupement spatial : les familles sont à proximité les unes des autres, les enfants jouent ensemble, les jeunes se fréquentent. Cette possibilité d'une vie intra-ethnique plus intense est jugée très positive pour l'éducation des enfants et pour le maintien des valeurs culturelles lao. Les personnes âgées sont également satisfaites, la proximité des autres familles rompant l'isolement social et la dépendance vis-à-vis de leurs enfants adultes. Ainsi regroupées, elles retrouvent une force d'affirmation, une autorité qui est la leur traditionnellement et sont mieux à même de jouer leur rôle de garant des valeurs du groupe. Il semble, ici, qu'on assiste à la reconstitution d'un

mode d'habitat proche de celui qui avait cours au Laos : les différentes générations cohabitent et s'entraident à l'intérieur d'un réseau de parenté élargi au voisinage.

### *L'accession à la propriété*

L'accession à la propriété constitue-t-elle, pour les plus nantis, la dernière étape d'une mobilité résidentielle relativement rapide ? L'achat d'une maison individuelle semble être en effet, un projet à long terme que partagent beaucoup de Lao, qu'ils soient ou non à même de le réaliser. Dans la région de Montréal, environ deux cents familles ont toutefois déjà concrétisé leurs aspirations en la matière. Tandis que le système des coopératives favorise le regroupement et une certaine concentration sur un espace commun et restreint, l'accession à la propriété provoque au contraire une dispersion, certes relative — une famille lao va rarement s'installer seule dans une ville de banlieue — dans différentes municipalités qui entourent Montréal<sup>11</sup>. L'ampleur de ce mouvement vers la propriété pose la question du potentiel financier que ce type d'engagement exige. Les familles pourront-elles assurer le remboursement au cours des prochaines années ? Il est trop tôt pour faire un bilan de cette situation. On peut néanmoins penser que la structure familiale lao facilitera le paiement de la maison dans la mesure où s'y rassemblent fréquemment plusieurs personnes salariées, qu'il s'agisse d'un membre célibataire de la famille ou d'un enfant en âge de travailler, rapportant son salaire à la maison. Parallèlement, un revenu complémentaire est fréquemment assuré par les femmes. En effet, l'espace et l'indépendance que procure la maison facilitent les travaux de couture : les deux machines nécessaires sont installées au sous-sol sans risque de vibrations gênantes pour les voisins. Habitat et travail sont ici étroitement liés. Quelques familles ont pourtant déjà abdicqué devant les contraintes financières et ont dû revendre la maison qu'ils ne parvenaient pas à payer. A Saint Eustache, par exemple, où huit familles, à la fin des années 1980, avaient acheté leurs maisons par l'intermédiaire du même contracteur, cinq familles ont aujourd'hui quitté les lieux, victimes d'un endettement trop lourd pour des situations professionnelles précarisées par la crise économique.

Les forces sociales en jeu dans le processus résidentiel apparaissent finalement plus complexes qu'au premier abord. S'ils sont en partie tributaires de la distribution socio-spatiale montréalaise, les Lao bénéficient néanmoins d'une réelle marge de manoeuvre. Aussi observe-t-on, en fonction du temps écoulé depuis l'arrivée et de la plus ou moins grande stabilité professionnelle des

membres de la famille, des tendances apparemment contradictoires à se regrouper au sein de quartiers dit "ethniques" et des coopératives et à se disperser dans de petites villes de banlieue par le biais de l'habitat unifamilial. Mais au-delà de leurs différences manifestes, les choix résidentiels de la coopérative et de la maison ont en commun de rassembler, dans un espace plus ou moins restreint mais socialement limité, une trentaine de familles qui se sont, pour la plupart, cooptées mutuellement. Ces choix en matière d'habitat révèlent, en effet, des options ou des attentes en termes de sociabilité dont on va évaluer les conséquences dans l'organisation collective et la vie associative.

### *Emplois sous-qualifiés*

Dans le domaine de l'insertion professionnelle les Lao semblent plus directement soumis à la conjoncture socio-économique que précédemment ; leurs "choix" et attitudes individuelles ou collectives en la matière paraissent avant tout réagir à une situation dont ils ne maîtrisent ni les causes ni les effets. Leur insertion professionnelle sur le marché du travail québécois s'est faite au prix de bas salaires et d'emplois sous-qualifiés. La plupart des Lao sont manoeuvres ou ouvriers non-qualifiés dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des services et du commerce<sup>12</sup>. Leur salaire est souvent en deçà de la moyenne québécoise et les chiffres reflètent leur vulnérabilité à l'égard de la conjoncture économique. Cette homogénéisation générale des positions ne doit pas masquer la diversité, voire l'hétérogénéité, des itinéraires particuliers. Tandis qu'une partie des réfugiés, d'origine rurale, découvre simultanément le travail salarié et le monde de l'industrie, les citoyens, naguère employés d'administration publique ou privée, se familiarisent péniblement avec le travail manuel parcellisé. Ceux qui ont fait des études ne peuvent aujourd'hui monnayer leurs diplômes et font face, avec amertume, à un important déclassement. Les autres semblent mieux s'accommoder, non sans une certaine résignation, des tâches répétitives du travail industriel. Le salaire, souvent maximisé par des cadences accrues ou des heures supplémentaires, permet d'augmenter le pouvoir d'achat du ménage et semble, finalement, compenser les mauvaises conditions de travail auxquelles, de toutes façons, l'ouvrier peu qualifié n'échappe pas.

La pénibilité de ces travaux de manoeuvre ou d'ouvrier non-qualifié et la persistance d'un taux de chômage plus élevé que chez l'ensemble des Canadiens, entraînent une certaine instabilité professionnelle des travailleurs les moins bien lotis. Les femmes en font largement partie. Si une minorité reste à la maison pour élever les enfants<sup>13</sup>, celles qui travaillent se contentent, plus

souvent que les hommes, d'un travail à temps partiel ou non déclaré et sont donc une main-d'oeuvre vulnérable lorsque la conjoncture économique se détériore. Au contraire, lorsque l'ouvrage est abondant, certaines en profitent pour imposer des choix qui s'harmonisent plus ou moins bien avec les conceptions masculines de la vie familiale. La plupart d'entre elles travaillent dans la couture. Elles distinguent nettement deux activités liées au domaine du textile : le travail à la manufacture et l'ouvrage à domicile. Souvent non déclaré, ce second secteur semble aujourd'hui le plus répandu. Les services sociaux, qui soupçonnent le cumul de ces revenus avec l'aide sociale, dénoncent, en outre, l'exploitation des immigrantes mal informées sur leurs droits et sur la législation du travail<sup>14</sup>. Les femmes lao rencontrées ne considèrent pas leur travail sous un angle si négatif. Elles avouent ne pas reculer devant de longues journées de labeur, comme seize heures par jour, pour 1 200 ou 1 400 dollars par mois. Elles font valoir, cependant, la nécessité de ce revenu dans le ménage, soit pour pallier l'instabilité de l'emploi du chef de famille, soit pour constituer un second salaire qui sera l'apport économique indispensable à l'achat d'une maison individuelle<sup>15</sup>.

De cette situation professionnelle et sociale des Lao à Montréal, on retiendra donc quelques grandes tendances : la généralisation des emplois peu qualifiés, chez les hommes comme chez les femmes, le nivellement social qui touche tous les individus, qu'ils puissent ou non se prévaloir d'une qualification professionnelle acquise dans le passé, la menace du chômage. Tous ces aspects participent d'une situation d'ensemble peu favorable. Ce contexte socio-économique va permettre de comprendre les formes d'organisation collective que les Lao mettent en place à Montréal.

## **B - Gestion étatique des rapports ethniques et formes d'organisation collective**

### *Leaders : des "porte-parole" sélectionnés*

L'organisation formelle des Lao comme celle des autres collectivités ethniques venant d'Asie du Sud-Est a été considérablement influencée, dans un premier temps, par l'intervention directe de l'Etat et son dispositif dit d'accueil et d'adaptation. Tandis que le Ministère de l'Emploi et de l'Immigration privilégia l'installation matérielle des réfugiés, le Secrétariat d'Etat se préoccupe, en effet, moins des individus que des groupes, encourageant l'émergence d'instances ethniques représentatives avec lesquelles il pourra dialoguer. Chaque collectivité ethnique de chaque ville est ainsi dotée d'une ou plusieurs associations officielles et subventionnées, perçues comme les porte-parole de la "communauté"<sup>16</sup>.

Les pouvoirs publics proposent un soutien financier à chaque collectivité ethnique à condition que celle-ci désigne explicitement ses représentants et crée officiellement une association reconnue de part et d'autre. C'est donc en réponse à ce souci gouvernemental qu'est née à Montréal, en 1980, l'Association des Lao du Canada, dont la mission est de fédérer toutes les associations lao des différentes villes du pays. Selon le même processus, les pouvoirs publics québécois ont encouragé la création, en 1982, de la Communauté Laotienne du Québec, supposée, cette fois, représenter l'ensemble des Lao de la province. Ces deux organisations, les plus importantes et les plus connues, sont donc étroitement liées, l'une au gouvernement fédéral et l'autre au gouvernement provincial, dont elles reçoivent des subventions. Leurs représentants sont des individus dotés d'un niveau d'études supérieur à la moyenne, qui appartiennent à la couche la plus cultivée de leur collectivité. En effet, les présidents des deux associations sont des anciens étudiants arrivés au Canada avant 1975 et titulaires aujourd'hui de diplômes universitaires canadiens. Leurs "lieutenants" qui assurent l'essentiel des tâches quotidiennes de l'Association, sont eux-mêmes issus de familles citadines, aisées et cultivées<sup>17</sup>.

En sollicitant ces interlocuteurs privilégiés, les agents gouvernementaux favorisent l'émergence et le leadership des Lao qui parlent le mieux le français ou l'anglais et, de manière sous-jacente, de ceux qui inspirent confiance aux représentants des instances canadiennes. Le secrétaire de la Communauté Lao du Québec souligne lui-même l'importance du critère linguistique : "Le gouvernement qui s'occupe des communautés culturelles voulait des intermédiaires pour

représenter les Lao. Alors on a cherché des gens qui parlaient français". Moins explicité, le statut social élevé des porte-parole paraît tout aussi nécessaire dans la mesure où c'est leur appartenance même à la classe aisée du pays d'origine qui leur a permis d'acquérir une plus grande familiarité avec les sociétés et les valeurs occidentales. C'est également ce que suggère D. Indra (1987): "Peut-être sans le savoir, le gouvernement et les organismes non-gouvernementaux eurent tendance à chercher des intermédiaires de sexe masculin issus des classes moyennes ou supérieures, lesquels avaient le plus de chance de posséder une expérience de bilinguisme et de biculturalisme"<sup>18</sup>. Ces intermédiaires sont ainsi à même de transmettre, sans les déformer, les attentes des représentants étatiques. Ce faisant, l'Etat contribue à la sélection de ses interlocuteurs de telle sorte qu'il puisse facilement imposer son langage, ses attentes et, finalement, sa propre vision de la situation.

Ce processus eut (et a encore) une incidence d'autant plus déterminante sur le leadership lao que l'élite susceptible de répondre à ces critères est restreinte. En effet, à Montréal, et plus largement au Canada, on recense très peu de ressortissants lao venus étudier et s'installer avant 1975. Il y en avait tout au plus une quinzaine lorsque les premiers réfugiés arrivèrent, dispersés, de surcroît, dans les universités francophones du Québec. Ceux-ci furent, d'ailleurs souvent contraints de quitter l'agglomération où ils vivaient jusque-là pour pouvoir exercer leurs professions (souvent des professions libérales). Ceux qui résidaient à Montréal ont donc brigué les rôles d'intermédiaires, d'interprètes ou de leaders associatifs, notamment grâce à leurs compétences linguistiques. Par ailleurs, parmi les réfugiés eux-mêmes, peu ont été susceptibles de venir grossir ce noyau préalable et constituer une élite laotienne conséquente. Les Lao constatent eux-mêmes cette "carence" et expliquent que les personnes qui étaient "le plus en vue" au Laos - hauts fonctionnaires, officiers de l'armée, par exemple - ont préféré, pour nombre d'entre elles, se réfugier en France où la plupart avaient fait leurs études.

#### *Activités associatives : l'impact de la politique de subventions*

Le système des subventions accentue cette tendance des pouvoirs publics à imposer leur propre conception des choses aux représentants de ce qu'ils appellent les "communautés culturelles"<sup>19</sup>. En effet, le Ministère propose aux "communautés" une aide financière, pourvu que l'Association accepte de travailler dans le cadre des programmes d'action pré-définis : programme d'aide à

l'accueil et l'adaptation, programmes de soutien aux cultures d'origine et aux langues ethniques, programmes d'aide aux médias des communautés culturelles et aux activités interculturelles, programme d'aide à la francisation des immigrants. La Communauté Laotienne du Québec rédige ainsi chaque année un projet d'activités qui entre dans le cadre de ces programmes et obtient des fonds qui lui permettent d'avoir une personne permanente se consacrant à plein temps à la réalisation des activités.

L'"entraide" ou le "travail social"<sup>20</sup> est une tâche prioritaire, explique le permanent de la Communauté des Lao du Québec. Les réfugiés qui ont besoin d'un conseil ou d'une aide ponctuelle pour une démarche administrative, téléphonent ou sont reçus au bureau de l'Association. Au service des membres de son groupe, le permanent est aussi amené à répondre aux sollicitations des services sociaux et à coordonner son action avec eux. Il les relaie lorsque l'intervention sociale concerne un individu ou une famille résidant à proximité du local. L'Association des Lao du Canada déclare fonctionner de la même façon dans le quartier Côtés-des-Neiges où se situe son siège. Il aurait été pertinent, au-delà des discours recueillis, d'évaluer concrètement le rôle de chacune de ces instances auprès des réfugiés. Il n'est pas certain que les associations lao aient une place, dans ce domaine, aussi importante qu'elles le disent. Des travaux constatent, en effet, que le rôle d'entraide est, de manière générale, de moins en moins une priorité des associations ethniques, du fait du rôle accru des agences gouvernementales de l'Etat-Providence<sup>21</sup>. Cette aide prodiguée par des services sociaux efficaces, désintéressés et n'attendant aucune contrepartie serait alors davantage appréciée car elle n'engagerait pas un processus d'obligations réciproques comme c'est l'usage entre Lao adultes, même au sein d'une association. Cela expliquerait les réticences de certaines associations à suivre le gouvernement dans ce type d'activités, préférant se spécialiser dans les actions dites "culturelles". D. Indra (1987), à propos des associations de réfugiés d'Asie du Sud-Est, signale également ce phénomène ; les associations concentrent leur action selon des priorités culturelles et délaissent leur rôle d'accueil et d'entraide pourtant suggéré et soutenu par les représentants étatiques<sup>22</sup>. Les activités culturelles et festives sont, en effet, une préoccupation importante de ces associations. Tandis que l'une organise chaque année la grande fête du Nouvel An, l'autre met sur pied, au mois de juillet, le Festival Laotien, rassemblant plus d'un millier de personnes. "On se partage les tâches", explique l'un des responsables.

On a là, dans ces deux domaines d'action, l'essentiel des activités de ces organismes. On leur demande également d'avoir une certaine fonction médiatique au sein de la collectivité lao, par le biais de réunions d'informations, de publications et d'émissions télévisées. Bien que subventionné là aussi, ce troisième domaine d'activités semble susciter moins d'enthousiasme que les précédents : les réunions sur la formation professionnelle, les cours du soir ou le programme de francisation que le Ministère sollicite ont, semble-t-il, peu de succès. De même, une certaine indifférence domine à l'égard des quinze minutes hebdomadaires d'antenne sur la "télévision communautaire" ou à propos du répertoire téléphonique des Lao de Montréal. Même les journaux ou bulletins d'information, que les associations sont sensées faire paraître tous les mois, sont négligés : l'un ne sort qu'irrégulièrement tous les trois ou quatre mois, tandis que l'autre a cessé toute parution depuis un an.

A l'inverse, certains projets, chers aux responsables associatifs et présentés au gouvernement, leur sont refusés. La Communauté Laotienne du Québec souhaiterait, par exemple, organiser sa propre fête de Nouvel An et ainsi multiplier les réjouissances pour cette occasion particulière. Mais cette tâche est, depuis plusieurs années, confiée à l'Association des Lao du Canada. Le Ministère des communautés culturelles est donc réticent à participer à un projet qui, redondant à ses yeux, risque en outre de favoriser ou cautionner des divisions au sein de la "communauté". Aussi préfère-t-il subventionner le Festival Laotien, au mois de juillet. La soirée telle qu'envisagée et organisée par le bureau de l'Association ne correspond pas, toutefois, au projet que le gouvernement accepte de financer : "Pour le Festival, le gouvernement donne 1 500 dollars. Mais cela nous coûte 10 000 dollars en tout. On s'en sort grâce aux bénéfices faits sur le prix des entrées et des boissons".

### *Une vie associative aseptisée*

Malgré une incontestable présence et un certain nombre d'actions généralement appréciées des Lao, ces deux organismes subventionnés ne paraissent pas être des pôles particulièrement importants de la vie collective. Au cours des entretiens avec les familles, l'évocation de la vie associative s'est souvent réduite à une description lapidaire relevant le trait jugé le plus significatif, à savoir l'organisme subventionneur qui octroie à l'association son rôle de représentation de la collectivité, et non son rôle social au niveau intra-ethnique. Les responsables semblent, de leur côté, souffrir de cette vision des choses qui ne leur concède pas le rôle de leader

qu'ils prétendent ou souhaitent jouer auprès des membres de la collectivité. Aussi se plaignent-ils d'une attitude de retrait, du manque de participation et de soutien des familles. Ils évoquent alors diverses raisons supposées justifier cette situation : "On est de plus en plus dispersés. Les gens qui ont une maison sont maintenant en banlieue". Ou encore : "Les familles n'ont pas le temps. Tout le monde travaille". Les dirigeants associatifs ont beau déplorer le peu de disponibilité des adultes, le fait est que, comme l'avoue l'un d'eux, "les gens n'ont pas envie de venir à des réunions".

Cette tendance, qui semble s'accroître d'année en année, touche également des activités qui avaient du succès dans le passé. C'est le cas, par exemple, de la prise en charge, pendant les mois d'été, des loisirs des enfants dont les parents travaillent : "Le gouvernement ne veut pas que les enfants traînent dans la rue pendant les vacances, il faut que les parents nous les confient. Les deux étudiants, qui bénéficient à cette occasion d'un contrat d'été subventionné, organisent des jeux, des cours de laotien, des pique-niques. C'est comme ça tous les ans", expliquent-ils en montrant des photos d'enfants qui s'ébattent dans un terrain de jeux de Ville Saint-Laurent, non loin du local de l'Association. Cependant, cette année, au 15 juillet, lors de notre visite, les deux étudiants, inactifs, attendaient que des enfants se présentent à eux tout en déplorant le fait que le quartier perde petit à petit sa population lao au profit de périphéries plus lointaines.

Difficile, cependant, de se satisfaire de raisons aussi conjoncturelles. Il paraît clair, ici, qu'une désaffection touche l'Association notamment dans les activités qui lui sont suggérées par le gouvernement. N'est-ce pas un effet pervers d'une situation où, finalement, comme le souligne Doreen M. Indra (1987)<sup>23</sup>, ce sont les bureaucrates gouvernementaux qui définissent les règles du jeu, qui dictent aux groupes ethniques, par le système des subventions, le type et les formes de revendications et d'activités culturelles ou sociales jugées légitimes. Dans ce contexte, l'Association constitue davantage une réponse aux attentes et besoins gouvernementaux qu'une structure exprimant et concrétisant la vie collective lao. Le fait que les associations et leurs leaders soient ainsi liées au gouvernement introduit, on le constate, un biais majeur dans le rapport des Lao à leurs associations. R. Breton (1991) souligne, dans ses travaux consacrés au leadership ethnique, le même processus selon lequel la légitimité des leaders est le fruit d'une reconnaissance externe qu'entretient une certaine dépendance financière. Cette dernière permet finalement à l'autorité extérieure, quelle qu'elle soit, d'orienter le travail des représentants associatifs en leur suggérant la manière d'utiliser les ressources et les fonds dont ils disposent<sup>24</sup>.

On ne retrouve pas, dans ce contexte, d'affirmation de soi, de gestes politiques ou d'émergence de leadership interne tels qu'on a pu en voir, dans des associations lao en France notamment<sup>25</sup>. Aucune divergence ne semble, apparemment, opposer les deux associations, celles-ci expliquant simplement qu'elles se partagent le travail afin de ne pas se gêner - tout comme, en fait, elles se partagent les subventions. La seule distinction pertinente entre les deux semble être l'organisme subventionneur et la représentativité qui lui est liée. Discours officiel sans doute mais qui ne se double d'aucun discours distinctif : pas d'enjeu, affirme-t-on, à être membre de l'une et de l'autre association, même pour leurs "leaders".

Faut-il conclure que les Lao vivent réellement aussi dispersés que le disent les représentants des associations officielles ? On peut se demander si la vie collective n'est pas simplement ailleurs, dans d'autres lieux que ceux consacrés par les autorités gouvernementales.

#### *Les associations non-subventionnées*

Au cours des années 1980, d'autres associations lao ont vu le jour dans la région de Montréal. Elles sont, cette fois, non subventionnées. L'une, par exemple, l'Association des Familles Lao à Montréal dont le siège est à Longueuil, rassemble des familles originaires de la région de Takhek, ville moyenne du sud du Laos<sup>26</sup>. De taille modeste et peu reconnue à l'extérieur, l'Association n'a pas l'ambition de représenter l'ensemble des Lao de Montréal mais de favoriser la rencontre et l'expression d'une partie d'entre eux, partageant la même appartenance régionale. A son propos, les commentaires semblent plutôt favorables, voire admiratifs : "Ça marche bien, les gens s'entraident beaucoup et font des activités ensemble : de la musique surtout" ; ou encore : "C'est très familial. Ils organisent leur propre fête de Nouvel An et donnent des cours de danse et de lao aux enfants". Obligée d'être plus modeste que les grosses et riches structures, cette Association se révèle néanmoins vivante, impliquant davantage ses membres dans des activités régulières et libres de toute contrainte administrative.

Une autre association, la Société Bouddhique lao, connue de tous cette fois, a été créée en 1982 dans un but essentiellement religieux permettant l'organisation d'un lieu de culte. Le nombre de bonzes entretenus par la population lao environnante est un bon indice de la popularité d'un monastère et de son importance aux yeux de la collectivité. A Montréal, la pagode abritait un

bonze en 1982, puis trois, puis cinq en 1989, acquérant ainsi un prestige tel qu'il s'étend bien au-delà de la région métropolitaine<sup>27</sup>. C'est là une progression particulièrement rapide qui suggère une importante mobilisation des familles autour de l'Association bouddhique lao, manifestement motivées pour soutenir le monastère par leur présence et par leurs dons<sup>28</sup>. L'entretien d'un ou plusieurs bonzes signifie, en effet, qu'il faut chaque jour leur porter de la nourriture et leur rendre de menus services dont ils ne peuvent eux-mêmes s'acquitter. Un soutien financier régulier est indispensable pour que les bonzes - qui ne travaillent pas - soient logés dans un espace adéquat qui garantisse le retrait monastique tout en permettant la vie sociale et religieuse attendue par les fidèles. Les grandes fêtes du calendrier bouddhique lao peuvent ainsi être célébrées avec grandeur : elles ponctuent régulièrement la vie collective, drainant toujours plus de monde que n'en peut contenir la salle. Il n'est pas rare qu'elles soient couplées à une fête profane (pique-nique, tournoi sportif, soirée dansante ) satisfaisant ainsi les diverses générations.

Depuis quelques années, les fidèles disposent d'une pagode qu'ils ont eux-mêmes fait construire en banlieue, à Blainville. Pour ce projet - achat du terrain et construction du monastère - les bonzes ont recueilli plus de 200 000 dollars en dons. Ce solide engagement pour soutenir la vie religieuse contraste avec la participation soi-disant déclinante que diagnostiquent et dénoncent les leaders des associations subventionnées. Les activités que les Lao choisissent de développer ne correspondent pas exclusivement à celles que le gouvernement suggère et soutient. C'est d'autant plus vrai, ici, que la société d'accueil distingue nettement la vie "culturelle" des activités religieuses, alors que ce sont, traditionnellement, des domaines profondément imbriqués l'un dans l'autre. On se rend compte combien cette distinction est inadéquate ici, plaquant une conception occidentale et moderne de la religion sur une réalité qui échappe complètement à ce modèle. Elle prive, finalement, les associations "culturelles" d'un des pôles les plus importants de la vie sociale lao et oblige les familles à organiser seules et ailleurs leur vie collective<sup>29</sup>.

D'autres groupes se sont constitués plus ou moins formellement autour d'un projet particulier, musical par exemple, comme cet orchestre formé depuis dix ans. Ses sept membres, entourés de leurs familles et amis, ont progressivement nourri une joyeuse et régulière sociabilité. Signalons enfin, l'existence d'associations sportives de joueurs réguliers. S'entraînant toute l'année dans une salle de leurs quartiers, ces équipes de jeunes adultes (garçons mais aussi, dans une moindre mesure, filles, notamment au volley) contribuent à donner une vitalité aux relations propres à cette classe d'âge particulière. Ils sont aussi à l'origine du dynamisme qui sous-tend les

manifestations sportives de plus grande envergure, lesquelles réunissent un public et des joueurs d'âges variés. Les équipes de football ou de volley-ball se forment alors spontanément et accompagnent souvent de leurs rencontres les grandes fêtes familiales et amicales.

### *Les fêtes familiales et amicales : des moments forts*

Loin de vivre isolés les uns des autres, les Lao ont de multiples occasions de se retrouver en grand nombre. Outre les fêtes organisées à la pagode et les deux grands rassemblements préparés par les associations officielles, la vie sociale laotienne fut ponctuée, chaque année, par de nombreux mariages<sup>30</sup> rassemblant chacun entre cinq cents et mille personnes. Etape très importante de la vie, le mariage est l'occasion pour les deux familles concernées de faire preuve de la reconnaissance ou mieux, du prestige, dont elles jouissent autour d'elles. Plus la fête compte d'invités, plus le prestige des familles et des mariés est grand. Ces moments importants de la vie sociale — le fait d'être présent ou absent est lourd de significations — sont financés, dans un premier temps, par les familles des mariés et, dans un second temps, par la collectivité entière présente qui ne manque pas d'être généreuse à cette occasion, logique du don/contre-don oblige. Plus encore que les fêtes organisées par les associations, les mariages sont des moments forts où se cristallise le lien social intra-ethnique et où s'exprime la cohésion de la collectivité lao au sens large. Et ceci bien au-delà des frontières québécoises ou même canadiennes. Il n'est pas rare, en effet, de voir des personnes venir des différentes provinces du Canada, des Etats-Unis ou même de France pour de telles occasions.

La migration semble donner encore plus de prix à ces moments festifs qui deviennent parfois le cadre d'émouvantes retrouvailles. Un homme de cinquante ans raconte : "C'est très important, les mariages. C'est comme ça que j'ai retrouvé mes deux frères, il y a deux ans. Ils se sont installés aux Etats-Unis, je les avais perdus de vue". Afin de permettre à tous de se déplacer, les mariages sont généralement organisés pendant la belle saison et surtout pendant la période des vacances. Ainsi, à Montréal, la période mai-août compte un mariage chaque fin de semaine. Il est si important de pouvoir réunir tout le monde que l'on ne respecte pas la période de carême bouddhique - août-septembre-octobre - pendant laquelle, traditionnellement, les mariages sont interdits. Les saisons canadiennes et le rythme de vie occidental s'imposent ici au calendrier laotien, signe des compromis culturels à l'oeuvre.

### *Coopératives : appropriation de l'espace et cohésion sociale*

Au sein de l'habitat coopératif, on observe également une organisation sociale et une densité de relations sans commune mesure avec ce qui a été dit de la vie associative formelle. Ce type d'habitat permet aux familles, tout d'abord, de s'appropriier globalement les lieux. Le seuil de la porte de l'appartement n'est pas la fin brutale de l'espace familial mais constitue au contraire le début d'un espace social commun avec les familles voisines - qu'elles soient parentes ou non. Les adultes et les personnes âgées ne se sentent plus "enfermés entre quatre murs" comme ils s'en plaignent généralement ailleurs, mais au contraire évoluent librement et familièrement dans les parties communes de l'ensemble du bâtiment. Quelques pratiques affirment clairement cette appropriation des lieux : les chaussures sont laissées sur le palier, des conversations entre voisins s'y prolongent et deux affichettes, au tableau d'information de l'entrée, annoncent en lao de prochaines réjouissances<sup>31</sup>.

Au-delà de ces pratiques qui consistent à "humaniser" un espace qui dépasse celui du logement, les habitants d'une coopérative participent à un même réseau de relations sociales favorisées par la proximité, quelle que soit la classe d'âge envisagée. Des activités animent ainsi chaque coopérative de manière plus ou moins formelle : ici, un groupe de jeunes filles s'exerce aux figures chorégraphiques traditionnelles, là, des hommes ont constitué un petit groupe de musique. Des pique-nique animent toutes les fins de semaine, à la belle saison, et dans chaque coopérative, des jeunes gens pratiquent le soccer ou le volley-ball. Lorsqu'ils sont amenés à participer à un tournoi, les sportifs arborent le nom de leur coopérative sur leurs maillots. Il n'est pas trop fort de parler ici en termes d'appartenance : les familles entretiennent des relations privilégiées, rendant possible une vie sociale qui, en d'autres lieux, tente en vain de s'organiser.

Cours de lao, groupe de danseuses, soirées, pique-nique, parties de pêche ou de cueillette de fougères, voilà qui tranche étonnamment avec la vision des choses que les représentants officiels développent dans leurs discours pessimistes sur la vie associative. Il n'est plus question, ici, du manque de participation, de la dispersion géographique, du travail des femmes ou encore d'un certain individualisme lao qui détérioreraient la vie collective. Les Lao semblent, au contraire, ne pas reculer devant une certaine identification au groupe que la coopérative délimite. Chacune, affirme un habitant, organise sa propre fête du Nouvel An, invitant parents et amis qui vivent ailleurs. Par les réseaux de relations denses mais relativement restreints qu'il favorise, ce mode

d'habitat concrétise spatialement différents sous-groupes, sans qu'il s'agisse là de frontières étanches. Les visites de l'extérieur sont fréquentes et la mobilité des familles, que laissent supposer les listes d'attentes, assure un roulement qui désamorce les conflits entre habitants. Ce phénomène n'est pas sans rappeler la règle implicite qui garantit l'harmonie villageoise, au Laos, en obligeant celui qui est en conflit avec l'élite du village à quitter les lieux avec ses partisans, pour aller s'installer un peu plus loin en créant une nouvelle unité de vie.

La proximité spatiale n'est pas le seul élément déterminant la constitution de ces réseaux de relations. En général, les familles se sont engagées (et s'engagent encore) dans un logement coopératif en sachant qu'elles ont une, deux ou trois familles parentes ou amies dans le groupe. La coopérative ne fait alors qu'élargir et approfondir des relations pré-existantes. Les réseaux qui se forment dans le cadre des banlieues résidentielles ne sont pas sans parenté avec ces sous-groupes des coopératives. Le nombre des familles impliquées est, ici et là, du même ordre de grandeur (quinze à vingt ménages) et la proximité des maisons permet aux différentes catégories de personnes (enfants, jeunes, femmes, personnes âgées notamment) de se déplacer de l'un à l'autre sans être dépendants de l'automobile du chef de famille. L'achat de la maison implique toutefois une moindre mobilité des ménages que dans l'habitat coopératif.

Malgré les contrastes et les différences soulignées précédemment, il ne faut pas à l'issue de cette description, opposer trop simplement coopératives et associations ou, plus exactement, sociabilité des sous-groupes et vie associative formelle. Les organisations officielles assurent, en effet, la visibilité et la représentation des Lao auprès des autorités provinciales et fédérales, démarche indispensable compte tenu du contexte politique environnant. Perçues comme l'émanation des exigences gouvernementales, ces associations échappent finalement aux divisions sociales et politiques qui structurent la collectivité lao et contribuent à situer les différents réseaux les uns par rapport aux autres. Cette relative neutralité du point de vue intra-ethnique leur permet d'organiser avec succès les grandes fêtes annuelles où se rencontrent les divers sous-groupes. Cette position de retrait autorise, par exemple, la Communauté Laotienne du Québec à organiser au cours du Festival l'élection du meilleur élève de l'année, ce qui ne va pas sans aviver la compétition entre familles.

Ces réjouissances s'adressent à la collectivité dans son entier et sont propices aux échanges comme aux rivalités. Présentant chacun leur prestation, chorégraphie traditionnelle, animation musicale ou participation sportive, les sous-groupes témoignent ainsi de leur volonté participative

et, ce faisant, mesurent mutuellement leur dynamisme interne. Réseaux de sociabilité et associations formelles ne s'opposent donc pas mais co-existent et finalement collaborent, comme deux paliers d'organisation collective répondant à des impératifs différents de la vie sociale des Lao de Montréal.

On remarque cependant la position malaisée de l'élite associative qui, tellement bien choisie par les représentants gouvernementaux, finit par intérioriser les critères étatiques d'évaluation de la vie "communautaire". Elle se représente la dynamique sociale lao en termes de "dispersion", d'"éclatement", de "division" et voudraient voir l'ensemble de la "communauté" soudée derrière les objectifs et les réalisations d'une grande association subventionnée et reconnue. Derrière ce clivage qui s'installe entre les porte-parole officiels et l'ensemble des familles non impliquées auprès des instances de pouvoir, on aperçoit un important décalage entre la conception étatique de la "vie communautaire" et la réalité de la vie sociale lao et de ses manifestations collectives. Cette vision des choses ne prend pas en compte la diversité des itinéraires et l'hétérogénéité sociale, économique, politique et culturelle qui traversent et divisent toute collectivité ethnique. Ce faisant, elle idéalise le lien communautaire et réifie l'ethnicité en la considérant comme le trait majeur de définition d'un individu. Sans s'interroger sur ces conceptions erronées, les agents du gouvernement se préoccupent avant tout des objectifs fixés par les instances ministérielles à savoir l'intégration socio-économique des nouveaux venus et leur organisation collective selon l'origine ethnique. Leurs exigences, trouver des représentants ethniques capables de comprendre leur langage, diffuser l'information qui leur semble importante, promouvoir mais aussi contrôler certaines activités des minorités ethniques, ces exigences les entraînent dans un processus qui finalement prend le pas sur la réalité sociale. Tout ce qui se situe en dehors du cadre officiel, reconnu, repéré par les autorités, est négligé alors qu'on y a vu l'essentiel de la vie collective.

## ***Conclusion***

### *Contexte urbain et dynamique ethnique locale*

Il n'est pas inutile, à l'issue de cette analyse de la situation des Lao à Montréal, de récapituler les facteurs qui, d'ordre contextuel ou, simplement, relatif aux caractéristiques propres de ce groupe, ont encouragé l'émergence d'un type particulier d'organisation collective. En effet, le contexte

économique et les possibilités d'emploi qu'il permet, l'habitat et la localisation géographique, l'attitude des pouvoirs publics et plus largement du groupe majoritaire à l'égard de la minorité lao, l'importance numérique de la collectivité elle-même et les ressources dont elle dispose, enfin, constituent autant d'éléments à prendre en compte pour bien comprendre le mode d'organisation qui s'est imposé.

Les conditions d'habitat, tout d'abord, ont une incidence majeure, on a pu le constater, sur les modes d'organisation observés. Toutefois, si d'importants "pôles de proximité" — l'expression me semble plus appropriée que les termes "concentration résidentielle" trop abusivement utilisés — favorisent la sociabilité au niveau des sous-groupes, ils sont à relier à un autre paramètre important : le volume de la collectivité. Ce n'est pas un hasard, en effet, si à Montréal les sous-groupes tels que les concrétisent les coopératives constituent des structures collectives si vivantes et si actives. Ils correspondent à des unités de vingt à trente familles où peut être recherchée, beaucoup plus facilement que pour l'ensemble de la collectivité — environ trois mille personnes — une certaine cohésion interne à travers des projets collectifs impliquant l'ensemble des familles du sous-groupe.

Autre facteur important : l'attitude du groupe dominant et celle des pouvoirs publics. La structure sociale montréalaise cloisonnée en fonction de critères ethniques et religieux, favorise la multiplication et la juxtaposition des univers culturels, tendance que renforce l'intervention étatique. L'observation a montré qu'elle pouvait conditionner jusqu'à l'émergence des associations, induisant une partie de leurs objectifs et réalisations. Cette politique, toutefois, ne transforme pas fondamentalement l'attitude plus générale des majoritaires à l'égard de ces "Autres". Ces derniers sont, individuellement cette fois, victimes de discrimination, dans l'emploi et le logement notamment. Finalement, les Lao comme les Québécois estiment plus sage d'aller et de vivre chacun de leur côté, évitant ainsi de s'importuner mutuellement. Aussi l'essentiel de la vie sociale des Lao se déroule-t-elle "entre soi".

### *Structures politiques , capacité organisationnelle et relations ethniques*

En aval de ces facteurs endogènes et exogènes qui permettent de saisir comment, dans le contexte urbain montréalais, les diverses associations ont émergé, on peut tenter de comprendre le fonctionnement politique de cette organisation collective en récapitulant les principaux éléments

qui influencent sa "capacité organisationnelle"<sup>32</sup> et, au delà, la manière dont elle contribue à la production de relations ethniques.

Structurées par des rôles et des relations fortement institutionnalisés, les associations subventionnées sont étroitement liées au partenariat proposé par les instances gouvernementales. Tandis que les subventions régulières induisent une certaine dépendance de l'organisation à l'égard des fonctionnaires et des programmes étatiques, les leaders eux-mêmes sont partie liée à cette autorité extérieure qui ne souhaite ni ne peut dialoguer qu'avec une certaine catégorie de personnes. Cette intervention extérieure est telle qu'elle décourage autant les initiatives individuelles que les rivalités personnelles au sein de l'Association. Celles-ci s'expriment, en revanche, en dehors de toute contrainte bureaucratique, dans les petites organisations souvent informelles de groupes plus restreints que favorisent, là encore, la proximité résidentielle et, plus généralement, le cloisonnement ethnique de la société québécoise. Au sein de ces petites structures collectives qui constituent rarement le cadre de relations ethniques, les leaders sont issus de l'élite traditionnelle et tirent leur pouvoir de leur capacité à rassembler autour d'eux une clientèle de proximité, que cette proximité soit d'ordre socio-économique, culturel ou simplement géographique<sup>33</sup>. Le mode de relations entre familles ainsi rassemblées est de type coopératif, les pratiques de partage et d'entraide parvenant à canaliser les relations de compétition inter-individuelle. Les décisions et orientations politiques visant à la réalisation de projets collectifs sont prises sur le mode consensuel, le leader, comme au Laos le chef de village, requérant l'unanimité pour mettre en oeuvre une activité quelle qu'elle soit. L'essentiel des réalisations répond donc à une demande des familles en matière d'expression culturelle, de transmission du patrimoine ou, de manière plus générale, à un besoin de cohésion sociale.

Les associations subventionnées, dans ce contexte de segmentation de la collectivité, auraient pu devenir des organisations "parapluies"<sup>34</sup>, fédératives et coordinatrices de l'ensemble des diverses activités réalisées dans chaque sous-groupe. Un élément fait cependant obstacle à une telle structure de regroupement : les associations subventionnées, elles-mêmes, n'envisagent pas ainsi leur rôle et prétendent, on l'a vu, constituer des organisations "communautaires", c'est-à-dire rassemblant l'ensemble de la collectivité autour d'activités mises en oeuvre par elles et soutenues par les fonds gouvernementaux. Leurs leaders considèrent, en effet, les réalisations des sous-groupes comme des réalisations concurrentes et déplorent la dispersion, comme si elle empêchait toute action collective. Ne reconnaissant pas les petites associations et les sous-groupes comme les éléments-moteurs d'une dynamique collective particulière, les associations subventionnées

s'exposent à une participation décroissante des familles dont les requêtes sont, ailleurs, mieux prises en compte. C'est, finalement, de manière tout à fait ponctuelle, à l'occasion des grandes fêtes annuelles, et presque à leur insu, que les associations officielles assurent ce rôle de coordination des différents segments du groupe, encadrant alors une dynamique de compétition entre sous-groupes. En dehors de ces rares occasions, les associations officielles restent confinées dans un rôle de représentation à l'égard de la société d'accueil, contrepartie de l'accès exclusif à cette source majeure de légitimité et de pouvoir que constitue la reconnaissance par les instances étatiques. Ce faisant, le risque est de perdre toute crédibilité interne, confortant les Lao dans le bien-fondé d'un partage des tâches et des institutions, d'un cloisonnement en quelque sorte entre les "affaires publiques" d'ordre interne et celles d'ordre externe, décourageant d'éventuelles interactions entre les membres du groupe ethnique et la société environnante.

## ***Bibliographie***

Howard Adelman, "Private Sponsorship of Refugees Program", *Refuge*, vol.12, n°3, spt.1992.

Hélène Bertheleu, *Construction du groupe et ethnicité. Adultes et jeunes Lao transplantés à Rennes*, Université de Haute Bretagne, DEA de sociologie, 1988, 131 p.

Hélène Bertheleu, *Organisation collective et ethnicité. Minorité lao à Rennes, Grenoble et Montréal*, Doctorat de Sociologie, Université de Rennes, mars 1994, 467 p.

Pierre Billion, *Travail et Acculturation. Les Laotiens en Bretagne*, Rennes : Université de Rennes, DEA de Sociologie, 1989, 155 p.

Ulf Bjorklund, "Ethnicité et Etat-Providence", *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°11, 1987, pp. 21-31.

Bernadette Blanc, "Problématique de la localisation des nouveaux immigrants à Montréal", *Canadian Ethnic Studies|Etudes Ethniques au Canada*, 1986, 18, 1, pp.89-108.

Raymond Breton, "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", *American Journal of Sociology*, 1964, 70, pp. 193-205.

Raymond Breton, *The Governance of Ethnic Communities. Political Structures and Processes in Canada*, New York, Greenwood Press, 1991, p.75-76.

Gilles Deschamps, *Etude longitudinale sur l'adaptation socio-économique des réfugiés indochinois au Québec. La première année de séjour*, Montréal, M.C.C.I., 1983, pp. 25-26.

Louise Fontaine, *L'organisation étatique de l'inclusion et de l'exclusion : le cas du Québec (1976-1988)*, Ph.D., Université Laval, Québec, 1990, pp.64-69.

Doreen M. Indra, "Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organisation : Aspects of the Political Incorporation of South-East Asia in Canada", in K.Chan & D.M. Indra(eds), *Uprooting, Loss and Adaptation*, Ottawa : Canadian Public Health Association, 1987.

Danielle Juteau, "L'Etat et les immigrants : de l'immigration aux communautés culturelles", in P. Guillaume et al. (Eds), *Minorités et Etat, Bordeaux*, Québec, PUB|PUL, 1986, pp.35-50.

Danielle Juteau, "The Canadian Experiment : Multiculturalism as Ideology and Policy" Conference on *Cultural Diversity in Europe*, organized by the Haus der Kultur der Welt, Berlin, nov. 1990, 25 p

Christopher McAll, *Au-delà de la culture : le Québec contemporain et l'immigration*, Conseil Economique du Canada/Economic Council of Canada, Document de travail, 25, 1991, 45 p.

Véronique de Rudder, "Trois situations de cohabitation pluri-ethnique à Paris", *Espace et Sociétés*, n°46, 1985, pp. 43-59.

Daïva Stasiulis, "The Political Structuring of Ethnic Community Action : A Reformulation", *Canadian Ethnic Studies/Etudes Ethniques au Canada*, XII, 3, 1980, pp.19-43.

Penny & John Van Esterik, "Indochinese Refugees in Toronto", in L.-J. Dorais, K.B. Chan and D. Indra, *Ten Years Later : Indochinese Communities in Canada*, Association Canadienne des Etudes Asiatiques, 1988, pp.117-126.

Penny Van Esterik, *Taking Refuge. Lao Buddhists in North America*, Tempe, Arizona State University, Program for Southeast Asian Studies, 1992, 148 p.

---

<sup>1</sup> Nous respectons ici la terminologie avec laquelle nos interlocuteurs se désignent eux-mêmes, en maintes occasions. Cela n'empêche pas une partie d'entre eux d'avoir aujourd'hui acquis la citoyenneté canadienne ou encore, chez les plus jeunes, de se sentir et de se dire également Canadien ou Québécois.

<sup>2</sup> Il ne s'agit pas, pour autant, de tomber dans l'excès inverse et de négliger la compréhension de comportements ou d'attitudes grâce à une meilleure connaissance de la culture et de la société d'origine et, surtout, de leur histoire.

<sup>3</sup> Véronique de Rudder insiste dans ses travaux sur l'importance de cette distinction entre relation sociale et rapport social, l'une palpable dans son existence concrète et quotidienne, liée à une situation sociale particulière, l'autre pesant lourdement sur la première, davantage liée à l'histoire des groupes en présence. Cf. Véronique de Rudder, "Trois situations de cohabitation pluri-ethnique à Paris", *Espace et Sociétés*, n°46, 1985, pp. 43-59.

<sup>4</sup> Le travail d'enquête réalisé à Montréal constitue un volet d'une étude comparative englobant l'analyse des organisations collectives des Lao au sein de deux autres contextes urbains, français cette fois, les villes de Rennes et Grenoble. Disposant d'une connaissance préalable de la culture lao (plusieurs années d'observation participante à Rennes auprès d'une trentaine de familles lao, et une mission de trois mois au Laos dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire du laboratoire de recherche LASEMA-CNRS) et d'hypothèses suscitées par les observations réalisées en France, nous avons rencontré d'abord, à Montréal, les principaux intermédiaires lao (présidents et membres actifs des associations, intervenants sociaux, agents de milieu, enseignants de PELO, interprètes, soit une vingtaine de personnes) et les représentants québécois des différentes instances sociales et politiques locales concernées (Ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés Culturelles, Centre Social D'Aide aux Immigrants, Service d'Interprétariat aux Réfugiés Indochinois, etc...). Nous avons ensuite réalisé des entrevues libres et répétées auprès d'une quinzaine de familles lao rencontrées chez elles, à la pagode, à la coopérative ou, de manière plus informelle, au cours d'une fête profane ou religieuse. Nous avons également eu l'occasion de rencontrer une famille québécoise canadienne-française qui avait participé au parrainage d'une famille, dans l'Estrie. L'observation proprement dite accompagnait tous ces moments formels d'entrevue ou de conversation ; elle constituait également l'essentiel de mes "promenades" sur les "chemins de la ville", découvrant Montréal au travers des rues, des commerces et des quartiers que les Lao fréquentent. Les données ont été recueillies sur le terrain au cours de deux séjours, l'un de trois mois en 1990 et l'autre de six mois en 1994.

---

<sup>5</sup> Nous distinguons ici Lao et Laotiens : le premier terme renvoie au groupe ethnique auquel correspond environ la moitié de la population du Laos, et le second à l'origine nationale généralement utilisée dans les travaux statistiques.

<sup>6</sup> Penny Van Esterik, *Taking Refuge. Lao Buddhists in North America*, Tempe, Arizona State University, Program for Southeast Asian Studies, 1992, 148 p.

<sup>7</sup> Jacqueline Desbarats, "Forces of Dispersal and Forces of Concentration in Refugee Resettlement", in John R. Rogge (ed.), *Refugees. A Third World Dilemma*, New Jersey : Rowman & Littlefield, 1987, pp. 309-317.

<sup>8</sup> On retrouve cette tendance des Lao à une moindre concentration, dans la ville de Toronto où pourtant beaucoup de réfugiés d'Asie du Sud-Est se rassemblent actuellement encore, attirés par les perspectives d'emploi que vantent ceux qui y vivent déjà. Tandis que les Vietnamiens résident surtout dans deux quartiers multi-ethniques de la ville, les Lao apparaissent davantage dispersés dans les différents quartiers, avec toutefois une présence plus dense dans la partie nord de la ville et dans les quelques quartiers périphériques où les loyers sont particulièrement bas. P. & J. Van Esterik, "Indochinese Refugees in Toronto", *Ten Years Later : Indochinese Communities in Canada*, Association Canadienne des Etudes Asiatiques, 1988, p. 118.

<sup>9</sup> Les services sociaux eux-mêmes en ont été étonnés : tous les groupes ethniques, disent-ils, ont été informés, mais ce sont les Lao qui ont le plus profité de cette possibilité. Douze familles vivent ainsi dans le quartier du métro Atwater, trente-six dans le quartier Rosemont, dix-huit dans le quartier Pie-IX-Joliette, une quinzaine à Ville Saint-Pierre, en banlieue. Quelques familles vivent également dans des coopératives multiethniques, dont six d'entre elles à Saint-Laurent. Enfin, depuis la fin 1993, une coopérative de quatorze familles lao a vu le jour dans la rue Barclay rénovée, à Côte-des-Neiges. On peut voir là un indice supplémentaire de la stabilisation des Lao dans ce quartier.

<sup>10</sup> Informations recueillies en 1990 auprès de Mr Sourinh Thiphakesone du groupe de ressources Conseil Développement.Habitation.

<sup>11</sup> Comme à Longueuil (quarante-trois familles), Laval, Pierrefonds, Pointe Claire, Saint Eustache, etc. A Boisbriand, un groupe d'achat de vingt-cinq familles a délégué un "contracteur" lao pour la signature du contrat avec le promoteur.

<sup>12</sup> Gilles Deschamps, *Etude longitudinale sur l'adaptation socio-économique des réfugiés indochinois au Québec. La première année de séjour*, Montréal, M.C.C.I., 1983, pp. 25-26. Aucun élément, dans notre propre travail d'enquête, n'est venu contredire cet état de fait qui se prolonge. Tous nos interlocuteurs ont au contraire confirmé cette généralisation des emplois peu qualifiés.

<sup>13</sup> Gilles Deschamps, *op. cit.*, p. 32.

<sup>14</sup> Plusieurs intervenants sociaux ont évoqué ces femmes, rivées de longues heures à leur machine à coudre, assemblant des pièces pré-découpées et payées à l'unité.

<sup>15</sup> La maison individuelle et le travail à domicile sont doublement liés. S'il faut que la femme travaille pour que le ménage puisse penser acheter une maison, une fois celle-ci obtenue, le travail de couture à domicile est indispensable au remboursement des crédits, mais il est aussi favorisé par l'espace disponible : il permet d'installer plusieurs machines sur lesquelles travailleront, en toute tranquillité, soeurs, belles-soeurs, voisines ou filles pendant les vacances scolaires.

<sup>16</sup> Nous n'employons pas, sans précaution ni distance, le terme "communauté" pourtant si fréquemment utilisé par les instances politiques des groupes comme par celles de la société globale. Ce terme en effet préjuge, avant tout travail scientifique, tant de l'homogénéité interne que de la nature des relations sociales qui caractérise le groupe ou la collectivité ethnique désignée. La réalité des situations rencontrées a toute chance d'être plus complexe et de voir se mêler, d'une manière ou d'une autre, les relations de type communautaire et les relations de type sociétaire, selon la fameuse distinction de F.Tonnies, *Communauté et Société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris : Retz-C.E.P.L., 1977, 285 p.

<sup>17</sup> La situation est semblable à l'*Association des Lao de l'Ontario*, comme a pu le montrer Penny Van Esterik, "Indochinese Refugees in Toronto", *Ten Years Later*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>18</sup> Doreen M. Indra, "Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organisation : Aspects of the Political Incorporation of SouthEast Asia in Canada", in K.Chan & D.M. Indra(eds), *Uprooting, Loss and Adaptation*, Ottawa : Canadian Public Health Association, 1987, p. 158.

<sup>19</sup> Pour l'origine et la discussion de cette notion gouvernementale, cf. Louise Fontaine, *L'organisation étatique de l'inclusion et de l'exclusion : le cas du Québec (1976-1988)*, Ph.D., Université Laval, Québec, 1990, pp.64-69.

<sup>20</sup> L'"entraide" est le terme que les Lao utilisent le plus fréquemment, à Montréal comme en France. Cependant, les leaders lao de Montréal parlent aussi de "travail social", soulignant ainsi le rôle d'assistance à "l'accueil et à l'adaptation" qui leur est confié par le gouvernement.

<sup>21</sup> Ulf Bjorklund, "Ethnicité et Etat-Providence", *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°11, 1987, pp. 21-31.

<sup>22</sup> Doreen M. Indra, *op. cit.*, p.165.

---

<sup>23</sup> Doreen M. Indra, *op. cit.*, pp. 147-170.

<sup>24</sup> Raymond Breton, *The Governance of Ethnic Communities. Political Structures and Processes in Canada*, New York, Greenwood Press, 1991, p.75-76.

<sup>25</sup> Hélène Bertheleu, *Organisation collective et ethnicité. Minorité lao à Rennes, Grenoble et Montréal*, Doctorat de Sociologie, Université de Rennes, mars 1994, 467 p.

<sup>26</sup> Associations dont, d'ailleurs, j'ai appris très tard l'existence : associations non-gouvernementales, mes interlocuteurs lao avaient estimé qu'elles ne m'intéresseraient pas.

<sup>27</sup> Van Esterik rapporte, en effet, les propos admiratifs des Lao de Toronto sur le fonctionnement du *vat* de Montréal auquel ils ont été longtemps rattachés pour leurs propres cérémonies religieuses. Depuis quelques années, un bonze du *vat* de Montréal est venu s'installer à Toronto, créant ainsi une nouvelle pagode. P. Van Esterik, *op. cit.*

<sup>28</sup> Précisons toutefois qu'il s'agit là de l'unique pagode lao du Québec et que, même à Toronto où les Lao sont plus nombreux, l'association bouddhique ne dispose d'un bonze permanent que depuis 1985.

<sup>29</sup> La dissociation des sphères culturelle et religieuse est d'autant plus étonnante que, avant 1960, la société canadienne-française connaissait elle-même une vie sociale très intégrée où la paroisse détenait une position centrale.

<sup>30</sup> Il y en eut vingt-cinq en 1990, par exemple.

<sup>31</sup> Cette proximité spatiale entre habitants n'est pas appréciée de tous : "Certains ne veulent pas habiter là. Ils disent que c'est toujours rester entre Lao et préfèrent vivre d'une manière plus ouverte. Mais cela reste une minorité", explique l'employé lao du groupe de ressources techniques.

<sup>32</sup> La capacité organisationnelle d'une collectivité ethnique est sa capacité à faire face au nouvel environnement et aux difficultés qu'il génère, que celles-ci soient d'ordre interne ou externe. Une importante capacité organisationnelle signifie que le groupe, grâce à la solidité de ses structures et à la légitimité de son leadership, notamment, parvient à triompher des problèmes rencontrés et réussit à saisir les éventuelles opportunités, augmentant ainsi les ressources collectives. Raymond Breton, *op. cit.*, pp. 41-42.

<sup>33</sup> Cette proximité peut être strictement géographique, rassemblant des individus ayant autrefois résidé dans le même village ou le même ensemble de villages au Laos, ou encore des individus vivant actuellement dans le même quartier ou la même coopérative ; mais ce peut être également une proximité géographico-culturelle, rassemblant par exemple des individus originaires du Nord ou du Sud du Laos, se reconnaissant par des pratiques, des valeurs et une identité proprement régionales.

<sup>34</sup> Raymond Breton observe et analyse ce processus au sein des collectivités juive et polonaise installées au Canada. Cf. *op. cit.*, p. 23-24.